# Ville de Riorges

# Délibération du conseil municipal du 10 décembre 2015 2.5

## FINANCES

INSCRIPTION DE CREDITS D'INVESTISSEMENT

AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF DE 2016

APPROBATION

Pierre BARNET, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, expose à l'assemblée :

**"**Les dispositions extraites de l’article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales : article L1612-1modifié par [Ordonnance n° 2009-1400 du 17 novembre 2009 - art. 3](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=F32098F4969E366810EEDFFC7AE8E606.tpdjo17v_3?cidTexte=JORFTEXT000021283028&idArticle=LEGIARTI000021285250&dateTexte=20120120&categorieLien=id#LEGIARTI000021285250) précisent : "*Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente*. *Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette*".**"**

Il est nécessaire d’ouvrir des crédits pour l’opération suivante :

##### **Budget général**

 Opération 71 "voirie" – fonction 822

*article 2315 Travaux de voirie*

- Réfection route de Saint-Romain 410 000,00 €

**Total des dépenses 410 000,00 €**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

1. d'ouvrir les crédits tel qu’indiqué ci-dessus ;
2. de s’engager à reprendre cette écriture lors du prochain budget.